

le bulletin

de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue

Le bilan de l'année en chiffres
Le transport actif et la sécurité
La cigarette au secondaire
Le recensement et l'ENM de 2011

STATISTIQUE

L'ANNÉE STATISTIQUE EN REVUE

La fin de l'année sonne l'heure des bilans, qui permettent de prendre du recul et soupeser les avancées et régressions notées au fil des mois. Et puisque dans le monde de la statistique les données ne représentent pas toujours les contours de l'année qui s'achève, nous proposons ici, plutôt qu'un bilan traditionnel, une revue des faits saillants publiés dans ce Bulletin au fil de 2013. Au menu : la démographie, l'économie et l'emploi.

DÉMOGRAPHIE

Dans la sphère démographique, les chiffres publiés au long de l'année ont été sous le signe de la croissance.

- La population de chacune des MRC a connu de légers gains entre 2011 et 2012. À l'échelle régionale, la hausse annuelle a été de 0,8 %. Depuis 2006, la population régionale croît légèrement. Légèrement, car le gain n'a été que de 1,3 % sur une période de sept ans.
- Pour une deuxième année consécutive, le solde migratoire interrégional de la région s'est avéré positif. En 2011-2012, la différence entre les personnes s'étant installées ici et celles ayant quitté la région a été de 153 personnes. Cela s'explique surtout par une forte diminution des départs, qui ont fondu de moitié au cours de la dernière décennie.
- L'espérance de vie des hommes de la région a connu une légère baisse entre 2005-2007 et 2008-2010, s'affichant à 76,9 ans. Chez les femmes, elle n'a pas bougé et se situe à 82,2 ans. Les deux âges sont inférieurs à ce que l'on note dans la moyenne du Québec.
- L'accroissement naturel, c'est-à-dire la différence entre le nombre de naissances et de décès, demeurait positif en Abitibi-Témiscamingue en 2012 (+ 530).
- Côté immigration, entre 2001 et 2005, 263 immigrants s'étaient installés dans la région et y résidaient toujours en 2012. Entre 2006 et 2010, ce nombre est passé à 394. Malgré cette avancée, l'Abitibi-Témiscamingue ne réussit toutefois qu'à attirer 0,2 % des immigrants s'installant au Québec.

ÉCONOMIE

Au plan économique, plusieurs chiffres ont continué de traduire une vitalité économique pour l'Abitibi-Témiscamingue, d'autres un léger recul.

- Quatre indicateurs du revenu ont démontré qu'un renversement de tendance se remarquait et que les revenus de la population régionale dépassaient maintenant ceux du Québec. Un nouvel indicateur, le revenu disponible des ménages par habitant, placé même l'Abitibi-Témiscamingue en tête de toutes les régions du Québec.
- La part de familles à faible revenu diminue lentement depuis une quinzaine d'années et la tendance s'est poursuivie entre 2009 et 2010. Malgré des disparités, chacune des MRC a amélioré sa situation.
- Les investissements miniers ont poursuivi leur hausse en 2012 en Abitibi-Témiscamingue, et ce pour une 9^e année consécutive. Les prévisions pour 2013 laissent toutefois entrevoir un déclin des investissements.
- Dans le secteur de l'immobilier, la valeur moyenne des ventes de maisons unifamiliales conclues en agence a continué sa croissance, grimant de 9,6 % entre 2011 et 2012 dans la région. La hausse se remarque également dans chaque MRC.
- Tant le nombre que la valeur des permis de bâtir émis dans la région ont connu un repli entre 2011 et 2012.
- Les dépenses totales en immobilisations indiquent une légère baisse de 0,3 % entre les chiffres de 2012 et les données estimées pour 2013 dans la région.

EMPLOI

Dans le monde du travail, les données pour l'année 2012 et celles de la première moitié de 2013 étaient sous le signe du dynamisme.

- La région affichait en 2012 son 2^e meilleur taux d'emploi des 25 dernières années, avec 59,3 %. Pour ce qui est du taux de chômage, à 6,4 %, il s'agissait du meilleur taux des 25 dernières années, meilleur même que celui de l'ensemble du Québec (7,8 %).
- En 2012, l'Abitibi-Témiscamingue détenait les meilleurs taux d'emploi et de chômage de l'ensemble des régions ressources.
- Les six premiers mois de 2013 laissent voir que le taux et le volume d'emplois avaient tous deux progressé en comparaison avec la même période en 2012, ce qui est de bon augure pour 2013.
- 12 400 emplois seraient à pourvoir d'ici 2016 dans la région, le quart étant relié à une réelle création d'emploi et les trois quarts, aux départs à la retraite.
- Le taux de travailleurs, un indicateur s'apparentant au taux d'emploi, montre qu'entre 2010 et 2011, chaque MRC a amélioré sa performance à l'égard de la part de ses 25-64 ans en emploi. Le taux régional est même supérieur au taux québécois depuis deux ans.
- Entre 2012 et 2014, le nombre d'emplois composant le marché du travail régional devrait connaître une croissance annuelle moyenne de l'ordre de 0,7 %.

TRANSPORT

TRANSPORT ACTIF ET SÉCURITÉ

Dans le cadre de son *Plan de mobilité durable*, la direction régionale du ministère des Transports (MTQ) publie une série de portraits afin de documenter la cible sous plusieurs angles. Voyons l'enjeu du transport actif que constitue la marche et le vélo, tout particulièrement sous l'aspect de la sécurité.

Le transport actif implique l'utilisation d'énergie motrice fournie par un être humain pour se rendre à un endroit dans un but précis (travail, études, affaires, emplettes, etc.). Il peut se faire à pied, à vélo, en patins à roues alignées ou autre. Et puisqu'autour des principales agglomérations de la région, la plupart des gens habitent à quelques kilomètres de leur travail, certains lieux sont tout désignés pour ce type de transport.

Dans quelle mesure le pratique-t-on ? Selon le recensement de 2006, 11 % des travailleurs se déplacent à pied pour se rendre au boulot, ce qui dépasse la moyenne provinciale de 7 %. Un mince 1 % fait le trajet à vélo, comme c'est le cas dans l'ensemble du Québec. Les transports en commun sont utilisés par 1 % de la population régionale et 13 % de l'ensemble des Québécois. La voiture, enfin, est le moyen de locomotion de 85 % des travailleurs régionaux comparativement à 78 % au Québec.

La sécurité à pied

Entre 2005 et 2009, selon les rapports d'accidents réunis par le MTQ, 294 piétons ont été victimes d'accidents dans la région, avec une moyenne de 59 accidents par année. Dans neuf cas sur dix, les piétons ont été blessés. Ces blessures se sont avérées légères dans la plupart des cas (72 %), graves

dans certains cas (12 %) et mortelles dans 5 % des cas. À elles trois, les plus grandes villes que sont Rouyn-Noranda, Val-d'Or et Amos ont été le lieu de plus de sept accidents sur dix. Mais au prorata de la population, c'est à Malartic et à Amos que l'on a compté le plus grand nombre d'accidents par habitant. Senneterre, Macamic, Ville-Marie et Témiscaming sont, *a contrario*, les villes ayant compté le moins d'accidents impliquant un piéton au cours de la période. Notons que la compilation des accidents n'a concerné que les municipalités de 2 500 habitants et plus.

Les accidents impliquant des piétons sont surtout survenus dans un environnement d'affaires ou commercial (45 %) puis dans un cadre résidentiel (31 %), le plus souvent à des intersections. La négligence des piétons était ciblée dans 28 % des accidents tandis que les réflexes des automobilistes l'étaient dans 32 % des cas.

La sécurité à vélo

Toujours entre 2005 et 2009, 199 accidents impliquant des cyclistes ont été recensés dans la région, soit une quarantaine par année en moyenne. En comparaison, entre 1993 et 1996, on comptait en moyenne 73 accidents annuels de la sorte dans la région, témoignant d'une amélioration sensible de la situation.

Les accidents survenus entre 2005 et 2009 ont infligé des blessures légères aux cyclistes dans 65 % des cas et 6 % ont entraîné des blessures graves. Trois accidents sur dix n'ont entraîné que des dommages matériels et aucun ne s'est avéré mortel. Huit accidents sur dix se sont produits à Rouyn-Noranda, Val-d'Or et Amos. Au prorata de la population, c'est à Malartic, Val-d'Or et Amos qu'on en a compté le plus et à Macamic, Ville-Marie et Témiscaming qu'on en a compté le moins, toujours chez les villes de 2 500 habitants et plus.

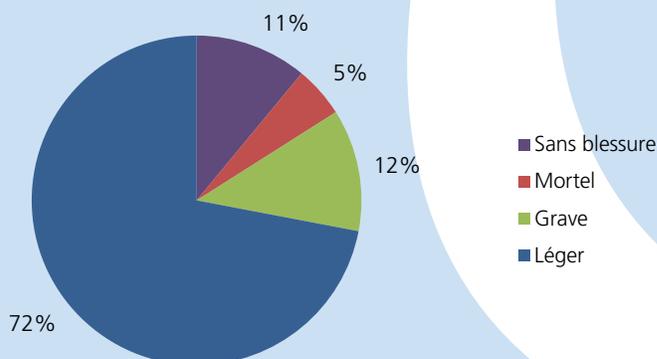
Les environnements d'affaires ou commerciaux ont regroupé un tiers des accidents, un autre tiers s'étant produit en milieu résidentiel. La première cause est attribuable aux automobilistes qui ne cèdent pas le passage (22 %), suivi par la négligence du cycliste (17 %).

Dès le départ

Différentes pistes d'intervention sont proposées par le MTQ dans ses portraits afin de développer le transport actif et en améliorer la sécurité. Notamment, différents programmes d'aide gouvernementale permettent divers aménagements afin de favoriser. Le Ministère rappelle également qu'il est important de considérer le transport actif dès le départ dans les projets d'aménagement et de réaménagement routier. D'autant plus que « le réaménagement des espaces publics en faveur du transport actif entraîne une revitalisation des zones commerciales du centre-ville et stimule le dynamisme économique et le tourisme ».

Ainsi, en offrant des infrastructures mieux adaptées aux besoins des différents usagers de la route, le transport actif est encouragé, la sécurité améliorée, la santé de la population fait des gains et les objectifs de développement durable, eux, sont atteints.

ACCIDENTS IMPLIQUANT UN PIÉTON SELON LA GRAVITÉ, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, 2005 À 2009



Sources : Ministère des Transports, Direction de l'Abitibi-Témiscamingue, *Portrait du transport actif et de la sécurité des piétons et des cyclistes*, 2013 et *Portrait de la région*, 2012.

SANTÉ

LA CIGARETTE AU SECONDAIRE

L'Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue vient de publier un deuxième fascicule s'intéressant à la santé des jeunes du secondaire de la région et de ses cinq territoires de MRC. Après avoir dressé, il y a quelques semaines, le portrait de l'activité physique des jeunes, c'est au tour du tabagisme d'être sous la loupe.

Les données sont tirées d'une vaste enquête réalisée en 2010-2011 par l'Institut de la statistique du Québec et à laquelle pas moins de 90 % des jeunes fréquentant les écoles secondaires de la région ont répondu, représentant un échantillon exceptionnel de 4 500 jeunes témiscabitiens. Cette enquête s'est intéressée à plusieurs thèmes entourant leur santé, qui feront l'objet d'une série de publications au fil des mois.

Le portrait des fumeurs

Dans les écoles secondaires de la région, 89 % des jeunes sont non-fumeurs. Les fumeurs, représentant 11 %, se divisent en deux catégories : 8 % sont des fumeurs « actuels », c'est-à-dire qu'ils ont fumé plus de 100 cigarettes au cours de leur vie et ont fumé chaque jour au cours des derniers 30 jours, et 3 % sont des fumeurs « débutants », ayant fumé moins de 100 cigarettes au cours de leur vie bien qu'ayant fumé tous les jours au cours des derniers 30 jours.

Les résultats sont similaires chez les garçons et chez les filles et ne se démarquent pas des moyennes provinciales. Par contre, c'est un peu plus précocement que la moyenne que

les jeunes élèves de la région fument leur première cigarette : 12 % avaient déjà fait connaissance avec la cigarette avant l'âge de 13 ans comparativement à 8 % dans l'ensemble du Québec.

La part de fumeurs actuels passe de 4 % au premier cycle du secondaire (première et deuxième secondaire) à 10 % au deuxième cycle (trois niveaux suivants). On note également une différence entre le parcours général, où 9 % des élèves sont des fumeurs actuels, et les parcours axés sur l'emploi ou pour élèves en difficulté, où la proportion de fumeurs actuels grimpe à 25 %.

Au chapitre des facteurs de risques, les élèves dont les parents n'ont pas de diplôme d'études secondaires sont deux fois plus nombreux à être fumeurs actuels (15 %) que ceux dont les parents détiennent un diplôme postsecondaire (6 %).

La consommation

Les 11 % de jeunes du secondaire qui fument représentent, en nombre, environ 1 000 jeunes fumeurs dans la région. Parmi eux, un

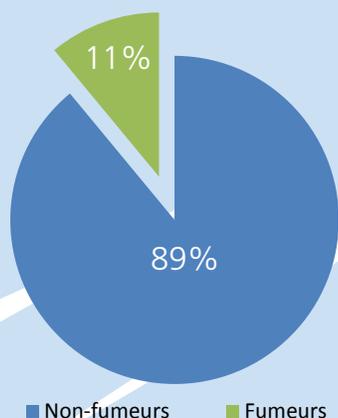
quart fume entre 3 et 5 cigarettes par jour, une moitié en grille entre 6 et 10 et l'autre quart en consomme 11 ou plus. Ce sont ces derniers qui sont considérés comme étant le plus à risque de continuer à fumer étant donné la quantité de cigarettes qu'ils fument. Dans l'ensemble du Québec, la part de fumeurs à risque de continuer est équivalente.

À noter que plusieurs des données traitées ici sont disponibles à l'échelle des territoires de santé, équivalant aux MRC, mais qu'à cette échelle, les chiffres sont plus volatils et doivent être interprétés avec prudence.

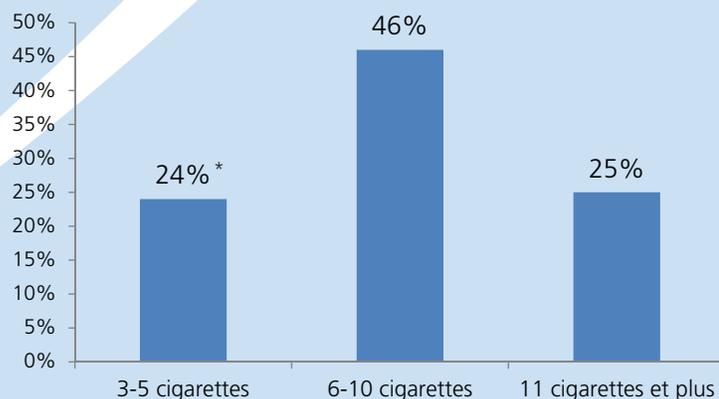
Des chiffres à l'action

La série de fascicules statistiques sur la santé des jeunes du secondaire publiée par l'Agence est également composée d'une section comprenant une série de conseils concrets, ce qui est une nouveauté. Ces conseils sont rédigés à l'intention des parents, élus municipaux, enseignants, gestionnaires, professionnels de la santé, etc., et suggèrent des pistes de solutions afin d'améliorer la problématique étudiée, en l'occurrence comment bâtir un monde sans fumée.

PROPORTION DE FUMEURS PARMIS LES ÉLÈVES DU SECONDAIRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, 2010-2011



NOMBRE DE CIGARETTES FUMÉES QUOTIDIENNEMENT PAR LES JEUNES FUMEURS¹ DES ÉCOLES SECONDAIRES DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, SELON LE SEXE, 2010-2011



1. Les fumeurs incluent les fumeurs actuels et les fumeurs débutants. * : estimation de qualité moyenne. Source : Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, *Poumons roses ou poumons noirs? Situation des jeunes témiscabitiens, série Les jeunes et leur santé*, 2013.

STATISTIQUE CANADA

RECENSEMENT ET ENM 2011

Il y a quelques semaines, Statistique Canada a complété la diffusion des données de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011 (ENM). Cette enquête à participation volontaire, réalisée en même temps que le recensement de 2011, vient remplacer le questionnaire complet du recensement auquel répondait auparavant un ménage sur cinq de manière obligatoire partout au Canada. Le point sur la qualité des données et les enjeux statistiques pour les petites municipalités de la région.

À la demande de l'Observatoire, Statistique Canada a livré une présentation sur la qualité des données de l'ENM de 2011. M. Laurent Roy, responsable de la qualité à l'agence fédérale, a indiqué que les utilisateurs des données devront consulter le taux global de non-réponse pour évaluer la fiabilité des données qu'ils s'approprient à utiliser. Ainsi, chaque municipalité, MRC, région, province, s'est vu attribuer un taux global de non-réponse, qui prend en considération à la fois la non-réponse au sondage et la non-réponse partielle, certaines personnes ne répondant pas à toutes les questions. Ce taux se situe entre 0 et 100 %, et plus le chiffre est petit, plus les chiffres sont fiables, car plus grande a été la participation. Les municipalités ayant un taux qui dépasse les 50 % ont vu leurs données non publiées, ce qui est le cas de 1 128 municipalités au Canada.

À l'échelle des municipalités

En Abitibi-Témiscamingue, 18 municipalités sont dans cette situation : Témiscaming, Saint-Édouard-de-Fabre, Lorrainville, Angliers, Rémigny, Duparquet, Roquemaure, Poularies, Authier-Nord, Champneuf, Rochebaucourt, La Morandière, Landrienne, Saint-Marc-de-Figuery, Saint-Félix-de-Dalquier, Berry, Sainte-Gertrude-Manneville et Malartic. Ces municipalités n'auront pour outil statistique que la dizaine de variables du recensement à se mettre sous la dent. Ainsi, il sera impossible de savoir, à leur échelle, combien de personnes sont à faible revenu, combien d'immigrants sont établis, quelle est la scolarité de la population, quel est le taux d'emploi et de chômage du territoire, à quelles professions et industries est rattachée la main-d'œuvre, quels sont les revenus, quel est l'état et le coût des logements, etc. Ces

données étaient accessibles, tous les cinq ans, depuis des décennies.

Si les données des municipalités affichant un taux global de non-réponse inférieur à 50 % sont publiées, elles ne sont pas de qualité égale pour autant. Comme exercice de validation, Statistique Canada suggère de comparer le nombre de personnes dans les ménages privés du recensement de 2011 et celui de l'ENM de 2011 afin de voir si les comptes correspondent bien, venant valider le reste des données de l'ENM. Outre cet exercice, aucun seuil ou guide indiquant à partir de quelle taille de municipalité ou taux de non-réponse les données sont plus fiables. Comme balise, M. Roy a mentionné qu'à partir de 5 000 habitants, les chiffres montraient à peu près toujours des tendances similaires à celles du recensement de 2006.

À l'échelle des MRC et de la région

Les MRC de la région affichent des taux globaux de non-réponse qui varient entre 30 % à Rouyn-Noranda et 38 % au Témiscamingue. Les données sont donc toutes disponibles à cette échelle, tout comme celles de l'échelle régionale.

M. Roy a indiqué qu'il est permis de comparer les données de l'ENM 2011 avec celles des précédents recensements, mais qu'il « faut faire attention » et utiliser notre fine connaissance du territoire afin de repérer les incongruités potentielles.

Si beaucoup de questions demeurent sans réponse, c'est à l'usage que l'on comprendra mieux l'impact de cet important changement méthodologique qui, rappelons-le, a amené le statisticien en chef de l'agence à démissionner avec éclat en 2010. À suivre!

SORTI DES PRESSES

Conseil des appellations réservées et des termes valorisants, **Usage de l'appellation biologique au Québec, Statistiques 2012**, 2013.

Conseil de la culture de l'Abitibi-Témiscamingue, **Diagnostic du milieu des arts et de la culture dans la collectivité de l'Abitibi-Témiscamingue** (version intégrale et abrégée), 2013.

Institut de la statistique du Québec, **L'enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet en 2012**, 2013.

Matamec, Secor, KPMG, **Retombées économiques du projet Kipawa** (terres rares), 2013.

Ville de Rouyn-Noranda, **Politique de la famille et des aînés de la Ville de Rouyn-Noranda**, 2013.

Jean-Charles Marin, Kazimiers Zaras, Bryan Boudreau-Trudel, **Portrait du Nord Québécois en utilisant l'approche EABD comme un outil d'aide à la décision pour la gestion des projets de développement du Nord du Québec**, UQAT, 2013.

Daigle/Saire, **Étude sur la performance économique des pourvoiries du Québec en 2011**, 2013.

Genivar, **Positionnement stratégique de l'Abitibi-Témiscamingue dans le transport comme zone de transit Est-Ouest et Nord-Sud, Rapport final**, Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue, 2013.

Del Degan, Massé, **Hypothèses de financement du réseau des chemins multiusages à l'intention du travail de réflexion des CRRNT**, Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue, 2013.

Services correctionnels, **Analyse prospective de la population carcérale des établissements de détention du Québec de 2010-2011 à 2020-2021**, 2013.



L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue
170, avenue Principale, bureau 102
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Téléphone : 819 762-0774 et 1 866 762-0774
Télécopieur : 819 797-0960
www.observat.qc.ca

Pour recevoir gratuitement ce bulletin
en format PDF, abonnez-vous :
observatoire@observat.qc.ca

ISSN : 1915-5050 (Imprimé)
ISSN : 1916-4963 (En ligne)
1 500 abonnements

Rédaction
Julie Thibeault : julie@observat.qc.ca

Collaboration
Mariella Collini : mariella@observat.qc.ca